



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY REQUIREMENT / DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division des services professionnels en informatique

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

3C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Professional Services for EIRES	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-16P5KC/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W6369-16P5KC	Date 2016-07-12
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-619-30339	
File No. - N° de dossier 619zm.W6369-16P5KC	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-08-08	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B.	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: St-Onge, Josée	Buyer Id - Id de l'acheteur 619zm
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4944 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation W6369-16P5KC/A	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 619ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client W6369-16P5KC	File No. – N° du dossier 619ZM. W6369-16P5KC	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

MODIFICATION À L'INVITATION 001

Cette modification à l'invitation a été soulevée afin de:

1. Fournir des réponses aux questions des soumissionnaires concernant la Demande de proposition (DDP).

Question n° 1:

Y-a-t-il quelqu'un actuellement, ou y at-il eu quelqu'un dans le passé qui a fourni des services similaires ou connexe? Si oui, qui a fourni ces services, ce qui est (ou était) la valeur du contrat et ce qui est (ou était) la durée du contrat (y compris les prolongations), et sont-ils autorisés à soumissionner sur cette opportunité?

Réponse n° 1:

Oui. Il existe actuellement un contrat en place avec un sous-traitant qui fournit ces services. Le contrat est pour l'entretien et le soutien des systèmes, et comprend, entre autres, des services professionnels, du matériel, des logiciels et d'autres composantes nécessaires pour soutenir le système de compte rendu et d'exploitation améliorés d'imagerie (EIRES). Le Canada ne peut fournir une valeur de contrat en raison du fait que les services professionnels EIRES est seulement une petite partie du contrat existant. Ce contrat devrait se terminer le 30 septembre 2016 avec deux autres 6 mois options irrévocables.

En accord avec la DDP, article 1.2 (g) stipule clairement: « *(g) Seuls les titulaires d'AMA pour les SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT au palier 2, dans tous les volets et catégorie de ressources et dans la région de la capitale nationale en vertu la série d'AMA n° EN578-055605 peuvent présenter une soumission.* »

Question n° 2:

S'il vous plaît confirmer s'il y a ou a été au cours des 24 derniers mois, une entreprise ou un individu ayant effectué un travail similaire ou connexe? Si oui, par quelle entreprise, quelle était la valeur du contrat et combien de temps ont-ils effectués les services en vertu du contrat (à savoir : durée du contrat initial et toutes les extensions)?

Réponse n° 2:

Veillez-vous référer à la réponse 1 ci-dessus.

Solicitation No. – N° de l'invitation W6369-16P5KC/A	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 619ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client W6369-16P5KC	File No. – N° du dossier 619ZM. W6369-16P5KC	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Question n° 3:

Y a-t-il actuellement, ou a-t-il eu au cours des 24 derniers mois été des titulaires offrant des services similaires ou identiques à ceux qui sont sollicités dans la présente DP? Si oui, qui est le fournisseur des opérateurs historiques, ce qui a été la durée du contrat (s) et la valeur totale des services fournis à jour?

Réponse n° 3:

Veillez-vous référer à la réponse 1 ci-dessus.

Question n° 4:

En ce qui concerne les critères obligatoires d'entreprise CT1 « Le soumissionnaire doit se rappeler qu'un arrangement en matière d'approvisionnement ou une offre à commandes ne constitue pas un contrat et que, par conséquent, toute référence à ce type de documents sera exclue du processus d'évaluation de l'expérience du soumissionnaire en matière d'exécution de contrats. » Est-ce que la Couronne peut clarifier ce qui constitue une référence acceptable si arrangements en matière d'approvisionnement SPICT ou SPTS et offres à commandes ne sont pas acceptées? S'il vous plaît également fournir une liste complète des véhicules gouvernementaux d'approvisionnement qualifiés que vous cherchez à référence qui sont 3 millions ou plus.

Réponse n° 4:

Canada n'acceptera pas un arrangement en matière d'approvisionnement ou une offre à commandes, toutefois, le Canada acceptera un contrat lancé contre l'une de ces méthodes d'approvisionnement, à condition qu'il réponde à toutes les exigences de CT1. Les soumissionnaires sont rappelés qu'une autorisation de tâches (AT) ne peut être délivrée contre un arrangement en matière d'approvisionnement ou une offre à commandes parce que la méthode d'approvisionnement est un contrat. Une autorisation de tâches ne peut être délivrée à l'encontre d'un contrat qui permet l'émission d'une AT. Le Canada n'acceptera pas une autorisation de tâches comme un contrat.